ART. 3. — Les textes visés à l'article 2 ci-dessus sont soumis dès son retour à la ratification du co-président absent.

ART. 4. — Les ordonnances et décrets revêtus de la signature d'un seul co-président ne peuvent, en aucun cas, apporter de modifications à l'ordonnance et au décret du 3 juin fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 1^{er} juillet 1943.

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le général Georges,
GEORGES.

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

*Le commissaire à la justice,
l'Education nationale, santé publique,*
J. ABADIE

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,
l'approvisionnement, la reconstruction,*
J. MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,
DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
PLEVEN.

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

Promulgations

N° 445 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

20 août 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 1^{er} juillet 1943 abrogeant le décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes et la loi du 14 août 1941 réprimant l'activité communiste et anarchiste, et amnistiant diverses infractions se rapportant aux activités communistes;

2° — l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés;

3° — l'ordonnance du 6 juillet 1943 portant dissolution du Parti populaire français;

4° — le décret du 19 juillet 1943 sur la réglementation des loyers des locaux d'habitation en A. O. F. et au Togo.

ORDONNANCE du 1^{er} juillet 1943 portant amnistie.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance, en date du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret, en date du 7 juin 1943, portant création des Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret-loi du 26 septembre 1939 et l'acte de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » en date du 14 août 1941 sont abrogés.

ART. 2. — Sont amnistiés :

1° — toutes les infractions prévues par le décret-loi du 26 septembre 1939;

2° — tous les délits de reconstitution des partis, associations, organisations ou groupements qui s'y rattachent dont la dissolution a été prononcée par l'article 2 du décret-loi du 26 septembre 1939;

3° — toutes les infractions pénales déférées en exécution de l'article 1^{er} de l'acte de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » en date du 14 août 1941 aux sections spéciales instituées auprès des tribunaux militaires ou maritimes ou des cours d'appel.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 1^{er} juillet 1943.

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

*Le commissaire à la justice,
à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

ORDONNANCE du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du Commandant en Chef français, civil et militaire du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du Commandant en Chef;

Vu l'ordonnance du Commandant en Chef français, civil et militaire du 18 avril 1943 portant abrogation des lois des 17 juillet et 27 septembre 1940 et décret du 5 septembre 1940 concernant les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires relevés de leurs fonctions;

Vu la décision du Commandant en Chef français, civil et militaire du 5 mai 1943 fixant les conditions d'application de l'ordonnance susvisée du 18 avril 1943;

Vu le décret n° 989 du Comité national français en date du 8 mai 1943 portant réparation des préjudices causés par les mesures arbitraires prises contre des fonctionnaires coloniaux;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;